



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

—

ADN-FC

Association

Siège social Home d’Affaires de La Jonxion – 1 avenue de la Gare TGV – 90400 Meroux

Espace Vauban - 7 Boulevard Richelieu - BP 137 - 90003 Belfort Cedex

T. +33 (0)3 84 28 09 61 - Fax. +33 (0)3 84 55 06 06 - contact@fcrc-audit.com

France Commissariats Révision Consultants - Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Besançon
SARL au capital de 75 200 € - SIRET 351 694 211 00019 RCS Belfort - TVA Intracommunautaire FR 65 351 694 211 - APE 6920 Z



Aux Membres de l'Assemblée générale de l'Association ADN-FC,

| OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ADN-FC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

| FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

| JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



| VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée générale.

| RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

| RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

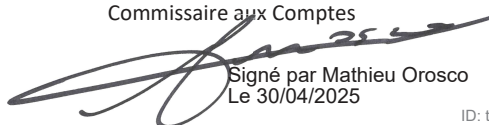
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Belfort, le 30 avril 2025

FCRC AUDIT
Mathieu-François OROSCO
Commissaire aux Comptes



Signé par Mathieu Orosco
Le 30/04/2025

ID: tx_Dq8J0gJy9QOv



ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF AU 31/12/2024

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	16 926,27	7 359,97	9 566,30	
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	180 319,84	137 482,75	42 837,09	58 218,29
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	33 000,00		33 000,00	33 000,00
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
Total I	230 246,11	144 842,72	85 403,39	91 218,29
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	98 731,30		98 731,30	146 378,17
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	784 054,33		784 054,33	741 050,87
Charges constatées d'avance	52 189,00		52 189,00	48 778,00
Total	Total II 934 974,63		934 974,63	936 207,04
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 165 220,74	144 842,72	1 020 378,02	1 027 425,33

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	6 205,78	6 205,78
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	684 790,10	670 601,07
Excédent ou déficit de l'exercice	-74 441,22	14 189,03
Situation nette (sous total)	616 554,66	690 995,88
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	616 554,66	690 995,88
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	86 243,00	98 243,00
Provisions pour charges	98 585,00	81 303,00
Total III	184 828,00	179 546,00
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	63 400,00	60 668,32
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	124 595,36	96 215,13
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	31 000,00	
Total IV	218 995,36	156 883,45
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	1 020 378,02	1 027 425,33

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		5 390
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 025 000	970 000
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et tran	19 951	11 271
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	6	5
Total I	1 044 956,52	986 665,37
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	309 752	322 877
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	48 509	39 647
Salaires et traitements	513 523	426 556
Charges sociales	217 872	180 119
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	25 748	19 562
Dotations aux provisions	17 282	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	1	305
Total II	1 132 687,10	989 065,32
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-87 730,58	-2 399,95

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	16 710	14 903
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		7
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	16 710,49	14 909,98
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	0,13	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	0,13	
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	16 710,36	14 909,98
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-71 020,22	12 510,03
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		4 700
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V		4700
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		4700
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	3 421	3 021
Total des produits (I + III + V)	1 061 667,01	1 006 275,35
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 136 108,23	992 086,32
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	-74 441,22	14 189,03
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL		

1. Faits caractéristiques de l'exercice

L'année a été marquée par le démarrage de la nouvelle salariée chef de projet territoires d'industrie Nord Franche-Comté et du programme associé en mai. Ce poste bénéficie d'un soutien financier de l'Etat (ANCT via le FNADT) et de la Région Bourgogne Franche-Comté.

L'assistante de direction a démarré en novembre un arrêt maladie de plusieurs mois qui devrait se prolonger en 2025 dans le cadre d'une intervention programmée. Il a été décidé de ne pas la remplacer durant cette absence.

En outre, l'année 2024 a été la première année d'adhésion pleine et entière de la communauté de communes du Pays d'Héricourt dont il a fallu suivre les entreprises et les enjeux.

En termes de litiges, les audiences prévues en appel n'ont pas eu lieu sur l'année et était programmée, pour celle concernant l'ancien directeur, en mars 2025. Ce dernier a finalement été débouté de l'ensemble de ses demandes par la cour d'appel de Besançon début 2025.

2. Règles et méthodes comptables

2.1. Méthode générale

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- ▶ **Immobilisations corporelles et incorporelles** : elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.
- ▶ **Amortissements** : ils sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue.

Logiciel : 36 mois

Installation : de 5 à 10 ans

Matériel de bureau et informatique : de 1 à 4 ans

Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage.

- ▶ **Provisions pour risques et charges** : conformément au règlement CRC2000-06 appliqué à partir du 1/1/2002, les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est considéré comme certain ou probable et qu'il peut être estimé d'une manière suffisamment fiable.

3. Notes sur le bilan actif

Actif immobilisé : mouvements de l'exercice

Valeurs brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisation Incorporelles	4 218	12708		16 926
Total immob. incorporelles	4 218	12 708	0	16 926
Inst. gen. Agencement inst divers	43 693			43 693
Mat. de transport	20 333			20 333
Mat. de bureau & informatique	53 256	5 646		58 902
Mobilier	52 332	1 579		53 911
Matériel divers	3 481			3 481
Total immob. corporelles	173 095	7 225	0	180 320
Participations	33 000			33 000
Total immob. Financières	33 000	0	0	33 000
Total immobilisations	210 313	19 933	0	230 246

Amortissements

Amortissement & provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisation Incorporelles	4 218	3 142		7 360
Total immob. incorporelles	4 218	3 142	0	7 360
Inst. gen. Agencement inst divers	39 531	2 525		42 056
Mat. de transport	2 312	4 067		6 379
Mat. de bureau & informatique	34 406	10 762		45 168
Mobilier	35 300	5 253		40 553
Matériel divers	3 327			3 327
Total immob. corporelles	114 876	22 607	0	137 483
Total amortissements	119 094	25 749	0	144 843

Créances

Créances	Montant brut	échéance à moins d'un an	échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			
Créances client et comptes rattachés			
Créances de l'actif circulant	97.821	97.821	
Autres			
Charges constatées d'avance	52.189	52.189	
TOTAL	150.010	150.010	
(1) Prêt accordés en cours d'exercice Prêt récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

Subvention PMA	22 500
Subvention CCST	22 500
Subvention REGION	25 000
CCPH	22 500
Uniformation	910
TOTAL	93 410

Charges constatées d'avance

Libellé	cca 2024
abnt eudonet(9 utilisateurs)du 30/3/24 au 29/03/25	2 583
abnt eudonet extent° API (9 utilisateurs)du 30/3/24 au 29/03/25	263
ITBS parefeu 3 ans du 20/3/24 au 20/3/2027	1 071
ITBS antivirus 2 ans du 8/7/2024 au 7/07/2026 - (endpoint protection)	588
ass. vehicules GB-116-KN 01/09/24-31/08/25	726
ass. Multirisque : 1/7/24-30/06/25	526
ass. vehicules GR-842-BQ : 1/9/24-31/08/25	452
ass. vehicules GP-100-EC : 1/6/2024-31/5/2025	225
Extension garantie 3 ans fa du 7/6/25-7/6/28)	972
Loc. peugeot GR-842-BQ du 13/12/24-12/01/25	165
Conv - acpt projet etudiant - 01/05/2024-01/05/2025	833
Détection projets d'implantation : 48000 * 8,5/12 -36000	2 000
Honoraires de résultat (affaire en appel)	41 785
TOTAL	52 189

4. Note sur le bilan passif

Tableau de suivi des fonds propres

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds propres				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires	6 206			6 206
Fonds propres avec droit de reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Report à nouveau	670 601	14 189		684 790
Excédent ou déficit de l'exercice			74 441	-74 441
Subventions d'investissement				
TOTAL	676 807	14 189	74 441	616 555

Provision pour risques et charges

Rubriques	Provisions à l'ouverture	Augmentation	Diminution	Provision à la clôture
Provisions pour risques	98 243		12 000	86 243
Provisions pour charges	81 303	17 282		98 585
TOTAL	179 546	17 282	12 000	184 828

Engagement de retraite provisionné

Le total de l'engagement au titre des IFC s'élève à 98.585€

Description des méthodes actuarielles et principales hypothèses économiques retenues :

- Taux d'actualisation : 3,50% en 2023 (rappel 2023 : 3,00%)
- Taux d'évolution des rémunérations : 1,50 %
- Départs des salariés en application de la loi Fillon
- Rotation du personnel sur la base d'un taux probable de sortie de 2%.

Etat des dettes

Dettes	Montant brut	échéance à moins d'un an	échéance à plus d'un an
Emprunts obligataires convertibles (1)			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts (1) et dettes auprès des établissements de crédit dont : - à 2 ans au maximum à l'origine - à plus de 2 ans d'origine			
Emprunts et dettes financières divers (1)			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	63.400	63.400	
Dettes fiscales et sociales	124.595	124.595	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits constatés d'avance			
TOTAL	187.995	187.995	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice			

Charges à payer

Fournisseurs, factures non parvenues	13 716
Dettes pour congés payés avec charges	67 861
Dettes pour autres charges sociales (précarité et CET)	15 516
Personnel autres charges à payer avec charges sociales et fiscales	108
TOTAL	97 201

Produits constatés d'avance

Organisme	Subvention	Montant
ARS	Soutien des nouveaux arrivants	16 000
ANCT	Programme Territoires d'Industrie 2023-2028	6 667
REGION	Programme Territoires d'Industrie 2023-2029	8 333
TOTAL		31 000

5. Notes sur le compte de résultat

Ventilation des produits d'exploitation

Ventilation ventes et prestations	2024	2023	2022
PRESTATIONS DE SERVICES			500
TOTAL A	0	0	500
Ventilation subventions	2024	2023	2022
SUBV. GRAND BELFORT	475 000	450 000	475 000
SUBV.PMA	450 000	450 000	475 000
SUBV. CCST	30 000	30 000	30 000
SUBV. CCVS	10 000	10 000	10 000
SUBV. CCPH	30 000	30 000	
ANCT	13 333		
REGION	16 667		
TOTAL B	1 025 000	970 000	990 000
Ventilation autres produits	2024	2023	2022
Adhésions		5 390	4 500
Produits div. de gestion	6	5	1
Produits sur exercices antérieurs			
TOTAL C	6	5 395	4 501
Ventilation reprises et transferts	2024	2023	2022
REP/ PROVISION RISQUE ET CHARGES	12 000	3 660	21 404
TRANSFERT DE CH EXPLOIT	7 951	7 611	4 356
TOTAL D	19 951	11 271	25 760
Cumul A + B + C + D	1 044 957	986 666	1 020 761

Ventilation de l'effectif

Catégorie	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	6,66	
Employés	2,5	
Contrat de professionnalisation	0	
TOTAL	9,16	0

6. Autres informations

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantage en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 250.716 € en 2024.